

Sommes-nous pre-t-es pour un monde à +4°C ? #FeteDeLHumanité

43 min · Parti Socialiste

Corinne Naracigun : On démarre. Rebonjour à toutes et tous. Installez -vous, approchez -vous pour ceux qui sont un petit peu plus à l 'arrière. On va parler du climat. Sommes -nous prêts pour un monde à plus 4 degrés ? C 'est la question de cette table ronde. Et pour débattre avec moi de ce sujet, donc moi, je suis Corinne Naracigun, sénatrice de la Seine -Saint -Denis, je suis aussi secrétaire nationale du parti en charge de la trésorerie. Et à mes côtés, une autre parlementaire, Diana Baddiop, députée socialiste des Yvelines et porte -parole du parti, une jeune socialiste, secrétaire général des jeunes socialistes, Maëlle Iskivy, et Tom Dubois, qui porte -parole du forum Vimobile et qui est un institut de recherche prospectif. Et vous êtes ancien non -chercheur en géographie et aménagement, spécialiste des questions de mobilité et des modes de vie. Alors avec l 'été qu 'on vient de subir et la succession de canicules extrêmes, nous savons que malheureusement, cet été n 'a peut -être pas été une exception, qu 'il annonce peut -être notre nouveau normal. Et puis avant cela, nous avons connu un hiver avec des périodes de froid plus intenses que la normale. On connaît des épisodes de crues d 'inondations régulièrement. Je pars même pas de celles qu 'on a vues il y a très peu de temps au Népal. Nous voyons bien le monde dans lequel nous sommes aujourd 'hui sous ces chamboullements climatiques. On est dans une hypothèse, tirée des travaux du GIEC et des experts, une France à plus 4 degrés C d 'ici 2100, et c 'est l 'hypothèse de travail du ministère de la transition écologique aujourd 'hui. Donc ce réchauffement va changer de climat, chambouler l 'environnement de notre pays, mais aussi du monde dans son entièreté. Il va forcément impacter nos mètres de vie et se pose aujourd 'hui non pas simplement la question de la databilité, mais même de la survie de nos civilisations, la survie des êtres humains dans ces conditions. Donc pour débattre aujourd 'hui, on va vous proposer un débat en deux parties, et à la fin de chaque partie, vous pourrez poser quelques questions. On va avoir une petite partie un petit peu interactive. Je vais d 'abord me tourner vers Tom Dubois pour une première partie un peu plus diagnostic sur ce monde à plus 4 degrés. À quoi est -ce qu 'il va ressembler ? Quel sera l 'impact sur le territoire, sur le quotidien, sur les mobilités ? Et en quoi est -ce que l 'aménagement du territoire, tel qu 'on le connaît actuellement, pose évidemment des contraintes, mais aussi peut -être même lui -même un contributeur au réchauffement climatique ?

Bonjour à tous. Donc merci beaucoup. Merci pour l 'invitation. Moi, je travaille au forum Vimobile. C 'est un institut de recherche sur la mobilité. Ce dont je vais vous parler, c 'est plutôt les questions de mobilité. Mais ça tombe bien parce que les mobilités jouent un rôle important dans la question du réchauffement climatique et elles sont également largement impactées par ce réchauffement climatique. Donc en fait, il y a 2 sujets importants. C 'est comment est -ce que nos mobilités participent au réchauffement. Peut -être déjà, rappelez ça, les transports, c 'est 30 % des émissions de CO2 en France, 20 % à l 'échelle européenne. Et parmi ces 30%, la moitié sont dues à la voiture, à l 'usage de la voiture. La voiture est extrêmement structurante dans nos émissions de CO2 en France. 17 % de nos émissions carbone nationales sont liées à la voiture. Et si la voiture est très largement responsable de ce réchauffement climatique, tous les modes sont impactés par notamment les pics de chaleur qu 'on a pu connaître cet été. Et d 'une certaine manière, l 'été qu 'on vient de connaître est une répétition des étés frais qu 'on aura quand on sera à plus 4 degrés en 2100, comme c 'est prévu par Météo France. Alors quel impact ça ? Ça a un impact sur les infrastructures qui sont largement dégradées, l 'asphalte qui fond, les rails qui se détendent, les caténaires qui se détendent. Ça a des conséquences très concrètes de dégradation des

infrastructures, de ralentissement des trains, voire d'annulation tout simplement des trafics. Et ce qui est intéressant, c'est de voir que, alors que c'est la voiture qui est essentiellement responsable des émissions de CO2, ce sont plutôt les autres modes qui en subissent les conséquences. Le matériel aussi n'est pas adapté. Une partie des trains qui roulent en France aujourd'hui, notamment les trains Corail, qui sont les vieux TER qu'on aime bien, pourtant. Au-delà de 35 degrés à l'extérieur, la climatisation se met à souffler du chaud à l'intérieur du train. Donc la SNCF coupe tous ses trains et ne les font plus circuler. Donc une région comme la Nouvelle-Aquitaine a connu pendant les périodes de chaleur des coupures totales de la circulation ferroviaire pendant plusieurs journées d'affilée. Donc c'est vraiment problématique. Et puis les autres modes de déplacement subissent aussi le réchauffement climatique. Faire une petite marche de 5 à 10 minutes ou prendre son vélo quand il fait plus de 40 degrés, ça peut devenir une vraie épreuve. D'autant plus quand on est dans un espace urbain qui ne bénéficie pas beaucoup d'ombre ou d'espace vert pour se refroidir en plein îlot de chaleur. Donc qui gagne quand ça se passe comme ça ? Généralement, c'est la voiture. Le réflexe, c'est d'utiliser davantage sa voiture, sa voiture climatisée. On ne fait pas d'efforts et potentiellement, on est climatisé. Et donc on est dans une espèce de contradiction qui est forte. Je ne jette pas la pierre aux personnes qui prennent leur voiture dans ces conditions. Pourquoi ? Parce qu'on est dans un système de mobilité qui a été organisé autour de la voiture, autour de sa vitesse. On faisait 5 km par jour il y a un siècle. On en fait 60 aujourd'hui. Pourquoi ? Parce que les nouveaux modes de déplacement nous ont permis d'aller plus vite. Et le fait d'aller plus vite ne fait pas gagner du temps. Ça nous permet d'aller plus loin. Donc on se déplace toujours la même durée à peu près chaque jour. Mais on a étalé, on a étalé nos activités sur le territoire. Et donc du coup, on est aujourd'hui dépendant de notre voiture pour rejoindre les différents points du territoire, pour se divertir, pour aller travailler, pour se soigner, etc. Donc aujourd'hui, c'est logique. Et on est dépendant de cette voiture. Et donc on est dans un problème cognitif qui est important en cas de canicule. Et peut-être pour terminer, je dirais que il y a 2 positions possibles à tenir face à ça. Soit uniquement l'adaptation. Et on se dit, il faut utiliser les technologies qui sont disponibles pour continuer à vivre de la même manière. Les chercheurs appellent ça le technosolutionnisme. Je pense qu'ici, dans un milieu plus politique, on appellerait ça de l'écologie de droite. Et l'idée, c'est de ne pas bouleverser nos modes de vie tout en restant sur une dynamique de croissance des flux, de croissance des capitaux, etc. Moi, je pense que... Ce qu'on pense au Forum Mobile, c'est qu'il faut faire évidemment un travail sur l'adaptation. C'est-à-dire qu'il faut avoir des infrastructures, un matériel qui permette de rouler, de fonctionner quand on est à plus 4 degrés. Mais en même temps, il est très, très important de transformer nos modes de vie, transformer nos manières de déplacement pour pouvoir réduire significativement nos émissions de CO2. L'objectif de la France, quand même, c'est la neutralité carbone. On en est loin, aujourd'hui. C'est le seul secteur, les transports, qui n'a pas réduit ses émissions de CO2 depuis 1990, ce qui est le point de référence.

Corinne Naracigun : Merci beaucoup. Dena, tu es élue d'un territoire où on a des quartiers populaires des zones très urbaines, mais aussi du semi-urbain et même du très rural. Et donc, tu vois l'impact social sur les territoires dans leur diversité. Est-ce que tu peux nous dire comment est-ce que tu vois ces inégalités territoriales et sociales s'aggraver face au choc thermique

? Merci, Corinne. Alors effectivement, moi, j'ai grandi au Muro, un quartier populaire un peu typique de la banlieue parisienne en Grande-Couronne, mais j'ai aussi, sur le territoire de ma circonscription, de toutes petites communes, 100, 200, 300 personnes. Et en fait, j'ai eu un peu une sorte de remontée pendant l'été, justement, de toutes les problématiques que causaient ces grosses chaleurs. Alors la première, c'est qu'effectivement, en lien avec ce que disait Tom Dubois, le problème de la mobilité, c'est-à-dire qu'avec les grosses chaleurs, nous, on s'est retrouvés sur la ligne avec une interruption totale de la ligne. Et il a fallu que les élus montent au créneau parce que finalement, Valérie Pécresse disait, bah, écoutez, vous n'aurez pas de train pendant 4, 5 jours,

ce n'est pas grave, vous allez vous débrouiller, sans renforcer les bus ou en tout cas les autres types de déplacements. Effectivement, les gens se rabattent sur la voiture, mais au prix de l'essence, je ne vous apprend rien, ça a été très compliqué puisqu'on a vu que, notamment, beaucoup de nos concitoyens ont renoncé à partir en vacances à cause du prix de l'essence. Moi, j'ai eu aussi beaucoup de gens qui sont venus me voir qui m'ont dit, nous, c'est plus possible. Nos logements sont des bouillottes thermiques. C'est le terme qu'on a utilisé, c'est -à-dire qu'en fait, ils ont eu tellement chaud que même à l'intérieur, en fait, c'était insupportable. Donc ceux qui avaient des maisons ont passé leur journée, les volets fermés, etc., certains ont de la climatisation, mais ce qu'il faut savoir, c'est que très peu vivent dans des endroits qui sont climatisés. Donc qu'est-ce qu'on fait ? On va essayer d'aller dans des endroits qui sont un peu plus climatisés. Et donc on va aller faire ses courses ou aller dans les centres commerciaux. Moi, je l'ai vécu aussi puisque mes enfants ont passé des épreuves au mois de juin. Donc ma fille a vu ces épreuves. du bac reporté parce que nos établissements scolaires ne sont pas adaptés. Donc, du coup, des jeunes qui se sont retrouvés à décaler les dates des épreuves, à réviser avec plus de 29 degrés, même en pleine nuit, ou encore, on nous a demandé de garder nos enfants à la maison parce que c'était plus possible, on montait à plus de 40 à certains endroits. Tout ça pour vous dire qu'effectivement, on n'est pas prêt, même pas encore plus qu'à degrés, avec la température actuelle, nous ne sommes pas prêts puisque on n'arrive pas à accueillir nos enfants ni dans les crèches, ni dans les établissements scolaires. On a des problèmes de transport qui, effectivement, déraillent à partir du moment où il y a trop chaud. Et puis, même lorsque vous êtes chez vous, en fait, la canicule ne s'arrête jamais puisque vous êtes dans ce qu'on appelle des bouillottes thermiques. Et moi, ce que j'ai remarqué, c'est que, même en ruralité, ils me disent que finalement, ce sont les plus modestes qui sont les premiers mis à contribution de ce changement climatique parce que, effectivement, vous ne pouvez pas vous déplacer. Même dans les petits villages, forcément, vous n'avez même pas d'endroits où vous pouvez accueillir de manière... Comment dirais-je ? Dans des salles dites climatisées, les personnes qui sont les plus fragiles, parce que vous n'avez pas forcément une salle qui est climatisée dans votre village ou dans votre petite ville. Donc tout ça pour vous dire que, de la même manière que c'est la voiture qui provoque et finalement, ce sont les autres modes de mobilité qui sont atteints, eh bien, celles et ceux qui ont les moyens qui sont émetteurs de gaz à effet de serre, eh bien, ceux qui trinquent, ce sont toujours les personnes les plus modestes, que ce soit dans la ruralité ou encore dans les quartiers dits populaires. Donc il va falloir réfléchir, non pas à une adaptation, mais à un autre mode de fonctionnement dans les différents lieux. Et ça commence aussi par le fait de créer beaucoup plus d'îlots de fraîcheur. Et puis, par exemple, moi, au Muro, on a un éco-quartier. Et en fait, ça nous a montré que c'est l'endroit où on a le mieux respiré, c'est l'éco-quartier qu'on avait mis en place et qui a maintenant 6 ou 7 ans, où effectivement, dans un quartier modeste, eh bien, c'est ceux qui ont le mieux supporté la canicule parce qu'on avait des matériaux adaptés et on a réussi à avoir des îlots de fraîcheur un peu partout.

Corinne Naracigun : Merci. Maëlys, les jeunes aujourd'hui, leur horizon de vie, la jeune génération, c'est 4... Plus 4 degrés Celsius. Comment est-ce qu'on fait quand on grandit, quand on devient adulte dans cette perspective-là ? Comment est-ce qu'on en fait un moteur de mobilisation politique plutôt qu'une résignation ?

Merci pour la question et pour l'invitation. Et bonjour à toutes et à tous. Déjà, peut-être pour revenir aussi sur ce que disait Djenaba, mais effectivement, les jeunes, il y a déjà toute une anxiété, une angoisse qui entraîne encore plus de souffrance chez les jeunes et des vrais problèmes de santé mentale qu'on connaît aujourd'hui et sur lesquels il n'y a pour l'instant pas assez d'action. Il y a aussi des problématiques. Djenaba le disait très bien, comme quoi, effectivement, c'est les plus précaires qui sont les premiers confrontés aux changements climatiques et aux hausses des températures et aux canicules. Et on sait aujourd'hui que les plus précaires, c'est essentiellement

les jeunes, avec des problématiques extrêmement importantes sur la question du logement. Et on se souvient de la petite phrase de Yann Barthès qui se moquait des gens qui se plaignaient d'habiter sous les toits. Mais c'est des vraies problématiques avec des nombreux jeunes, des nombreux étudiants qui aujourd'hui sont mal logés, qui sont des passepoires thermiques, qui sont sous les toits, et pour qui, en fait, les canicules sont totalement insupportables. Et après, il y a également aussi pour les jeunes... Et après, je viendrai aux questions de mobilisation, mais les jeunes qui, aujourd'hui, passent leur été à réviser leurs examens, à avoir des petits boulots, pour payer leurs études, qui sont souvent des emplois précaires et qui sont du coup soumis aux canicules et qui ne sont pas dans des bureaux climatisés tranquillement derrière des bureaux, mais qui peuvent être sur des emplois qui aient une chaîne de 35 degrés, voire 40. Et donc ça pose des vraies questions et des questions pour se loger, des questions pour s'alimenter, des questions pour travailler et effectivement, du coup, des questions d'angoisse et des problèmes de santé mentale. Et aujourd'hui, maintenant, il est important aussi de faire comprendre aux jeunes que... Enfin, et de comprendre collectivement qu'on peut changer ça, que c'est d'abord aussi une question de mobilisation politique et qu'aujourd'hui, on voit aussi que c'est les jeunes qui sont les plus angoissés par ces questions de changement climatique et qui souffrent le plus et sont parmi les plus précaires. Et à la fois, c'est ceux qui s'obtiennent le plus lors des élections. Et donc, il faut aussi faire comprendre et se mobiliser et aller chercher les jeunes pour leur dire que c'est aussi... Il faut interpeller les pouvoirs politiques, il faut voter pour avoir... Et notamment, dans cette année qui est une année présidentielle, pour avoir demain des gouvernements qui pourront comprendre les gens en jeu et prendre des décisions à la hauteur de cette urgence.

Corinne Naracigun : Et juste parce que t'as encore un tout petit peu de temps. Quand on est jeune socialiste, aujourd'hui, par rapport à tous les mouvements d'yves qui existent, comment est-ce qu'on fait pour aller aussi mobiliser sur ces questions écologiques ? Est-ce qu'il faut bien le dire aujourd'hui ? Malheureusement, on n'est peut-être pas naturellement le parti vers lequel les jeunes se tournent plus facilement.

On essaie, nous, de porter tout un tas de combats pour l'écologie. On essaye aussi... Je pense que c'est une bataille culturelle qui a gagné. On essaye aussi, nous, dans nos pratiques, d'être le plus... D'être le plus exigeant avec nous-mêmes. On avait fait des campus zéro déchet. On fait des campus avec des boissons et des produits consommables uniquement bio et local. Donc on essaie de montrer qu'en fait, on ne peut pas dire aux autres s'il faut faire ça sans se l'appliquer à nous-mêmes. Et donc on essaie aussi de porter sur les réseaux sociaux, de porter des propositions fortes pour l'écologie et d'être présents dans les manifestations, d'être présents aux côtés des associations et d'aller rencontrer aussi les jeunes qui ne se trouvent pas forcément dans nos partis politiques aujourd'hui, parce qu'on sait, qu'il y a quand même un désengagement de la jeunesse dans les partis qui sont aujourd'hui beaucoup plus vers les associations. On connaît les marches pour le climat, etc. Et donc on essaie aussi d'entraîner beaucoup plus de dialogue avec ces associations et avec ces jeunes qui aujourd'hui sont pour l'instant, il faut bien le dire, assez éloignés de nous.

Corinne Naracigun : Alors, est-ce qu'il y a des petites questions dans la salle ? On peut prendre deux ou trois questions. Sur cette partie qui est quand même beaucoup plus la question du diagnostic, où est-ce qu'on en est aujourd'hui, quelles sont les perspectives que nous avons ? Et nous aborderons dans la partie suivante, les questions plus des solutions. Donc si vous avez des questions plus tournées sur les solutions, vous aurez l'opportunité aussi de poser des questions tout à l'heure. Donc il faut toujours un premier volontaire. Pas d'inspiration, mais Rémi.

Oui, merci beaucoup pour vos interventions. Moi, j'aurais une question qui va s'adresser à tout le

monde, mais ça va être la manière dont on peut combattre les fausses solutions ou les climato-sceptiques actuelles. Moi, il y a un truc qui m'a choqué cet été, c'est le Rassemblement national qui a sorti comme solution miracle la climatisation, qui, c'est vrai, est nécessaire, sans doute parce que c'est une mesure d'urgence qui permet de rafraîchir les corps. Mais comment est-ce qu'on fait pour montrer que le problème, il est plus global et que c'est pas justement avec le technosolutionnisme ou alors des solutions qui paraissent simples que l'on va réussir à changer les mentalités, à faire comprendre, justement, ce diagnostic au sein de la société

? Oui, moi, j'avais une question, une interrogation, une remarque, mais est-ce qu'on ne peut pas dire que le combat pour l'écologie est notamment faire baisser, puisque lorsque l'on parlait des moyens de mobilité pour se déplacer quand on vient un peu loin, c'est quelque chose de bourgeois. Est-ce qu'on peut, par exemple, quand on voit la ZFE qui a été mise en place, ça veut dire qu'il fallait changer sa voiture pour correspondre aux critères d'air, qui est très important, d'ailleurs, mais en fait, les gens n'ont pas les moyens de changer de voiture. Donc est-ce qu'on peut pas dire que l'écologie, c'est quelque chose de bourgeois et comment on peut essayer de désenclaver, mais ça, je pense que ça sera dans les solutions.

Corinne Naracigun : Alors, peut-être, on va commencer avec Tom Dubois, et ça rejoint finalement... Bon, ça a tourné assez vite, malheureusement, vers le complotisme, mais le début des Gilets jaunes, c'était ça. C'était la question de comment est-ce qu'on arrive à concilier beaucoup la question de... Enfin, que ce soit pas toujours les mêmes qui payent la facture écologique, finalement.

Donc, oui, effectivement, je pense que c'est important de rappeler qu'il y a des très, très fortes inégalités, en tout cas, quand on regarde la question des mobilités, des inégalités liées aux pratiques de mobilité et aussi aux conséquences de nos mobilités. Donc c'est une petite partie de la population qui est responsable de la grande partie des émissions de CO2. On ne se déplace pas de la même manière quand on est riche, quand on est pauvre. Ça n'a pas la même conséquence sur son budget quand on est riche, quand on est pauvre. On va être davantage dépendante de sa voiture quand on est pauvre que quand on est riche, etc., etc. Donc il faut éviter tout ce qui est culpabilisation. Par exemple, quand je dis la voiture, c'est le problème, je dis toujours en même temps... en même temps aujourd'hui c'est totalement logique d'utiliser sa voiture parce qu'on est dépendant de notre voiture parce qu'on a organisé notre territoire autour de nos modes de vie autour de la voiture et donc la seule solution pour essayer de faire une écologie qui soit pas une écologie bourgeois c'est faire des solutions pour tout le monde donc nous c'est pour ça qu'on défend un système alternatif à la voiture et pas et pas des solutions à l'échelle individuelle c'est pas fait des efforts individuellement c'est collectivement comment est-ce qu'on s'organise pour transformer les rythmes de vie pour transformer l'organisation du territoire et pour proposer un système alternatif de mobilité à la voiture donc ça je pense que c'est important de dire que c'est quelque chose de forcément des solutions collectives et ensuite sur la question du technosolutionnisme et de nous l'exemple le meilleur exemple peut-être c'est celui de la voiture électrique c'est très difficile aujourd'hui de en parler de trouver le bon équilibre puisque beaucoup finit par accepter l'idée que la voiture électrique c'était la meilleure solution pour décarboner la mobilité alors c'est vrai qu'en termes de chiffre pur pour en termes d'émissions de CO2 un véhicule qui roule quand il est électrique il est beaucoup moins émetteur de CO2 voire il n'émet plus de CO2 alors qu'un véhicule thermique on en aimait beaucoup mais par contre un véhicule électrique ça coûte très cher changer son véhicule pour en acheter pour acheter un véhicule neuf c'est un véhicule électrique quand il roule il utilise exactement le même espace qu'un véhicule normal donc en termes de bétonisation de l'espace public d'occupation de l'espace public d'expulsion des autres modes c'est exactement la même chose toutes les personnes que nous on appelle les éconduits de la voiture c'est à dire toutes celles qui ne bénéficient pas du système voiture telle qu'elle fonctionne aujourd'hui personnes qui n'ont pas le permis les personnes qui

sont en situation de handicap et qui ne peuvent pas conduire les personnes qui ont des problèmes de vue qui peuvent pas conduire les personnes qui ont des problèmes de vie qui peuvent pas conduire les personnes qui peuvent pas conduire les vies qui peuvent pas conduire les emm le système voiture. Donc on a collectivement intérêt à ce qu'un système alternatif soit mis en place. Donc ça c'est des solutions qu'on essaye de porter.

Du coup ce qui est intéressant c'est quand tu dis que Rémi que tu as été un peu choqué par le côté yaka -faucou du rassemblement national mais ce sont pas les seuls hein. Il y a beaucoup de gens qui s'improvisent en disant mais en fait c'est assez simple et je pense que le cœur de la solution c'est qu'effectivement il nous faut des solutions à échelle collective. Si on n'a pas de solutions à échelle collective on n'arrivera pas à faire cette transition écologique qui est nécessaire. C'est pour ça que par exemple l'échelon de la commune lorsque elle en est capable et que c'est pas des tout petits villages, celui de la région ou du département il est très important parce que la mobilité c'est la région donc c'est aussi à elle d'organiser justement la mobilité de ses habitants mais pas seulement. Si dans ta ville t'es en capacité de mettre des îlots de fraîcheur si t'es en capacité de faire en sorte que on puisse se déplacer avec des navettes même dans un petit village, d'un village à l'autre est-ce que tu as des navettes ou est-ce que tu en as pas. On avait mis par exemple du transport à la demande mais on sait que ça reste très marginal parce que les gens se retrouvent souvent coincés à signer à résidence que vous habitez dans une banlieue et en plus même souvent moins quand tu habites dans une banlieue que quand tu habites dans un petit village au fin fond du vevin. Et de la même manière je crois qu'il faut aussi qu'on se pose la question de se dire est-ce que c'est possible ce qu'on envisage. On vous dit à nous d'ou faire préférer le train mais est-ce qu'on a des parcs relais qui permettent aux gens de poser leur voiture aux grandes entrées pour pouvoir prendre le train parce qu'on sait très bien qu'il y aura toujours cette histoire du dernier kilomètre que tu ne peux pas faire sans avoir ta voiture. De la même manière il y a le prix de la voiture électrique. On l'a redit qui a les moyens aujourd'hui de mettre 50, 60 000 euros pour changer de voiture quand on sait que majoritairement les gens vont mettre à aller 4 000, 5 000 euros pour avoir une voiture d'occasion parce qu'ils n'ont pas d'autre choix pour pouvoir se déplacer. On sait qu'à 4 000, 5 000 euros, excusez-moi les amis, mais ce ne sera pas de l'hybride et que ce ne sera pas de l'électrique, ce sera un bon diesel. Donc voilà, c'est -à-dire qu'il ne faut pas se cacher derrière son petit doigt, il faut se poser les bonnes questions et être à la bonne échelle. Je pense que quand on est parlementaire c'est ce qu'on apprend à faire, c'est de se dire maintenant moi à quelle échelle je vais pouvoir agir pour que collectivement on puisse bénéficier des solutions dont on vous parlera après qu'on peut mettre en place.

Peut-être pour répondre à la question de Nadia où effectivement on a peut-être aussi imposé à beaucoup, y compris aux plus précaires des directives il ne faut pas utiliser de voiture, il faut manger bio, il faut manger local, alors même qu'on sait que les produits bio et locaux par exemple sont coûteux et toute la population n'a pas accès à ces produits parce que pas les moyens. Je pense qu'il faut essayer et il y a toujours une bataille à gagner sur ça, mais que justice écologique aille avec justice sociale. Et également, certaines voies aussi on a tendance à penser des solutions à l'échelle des villes où à dire il faut prendre le transport au commun parce que les voitures individuelles c'est trop polluant, etc. Mais certaines voies dans les zones rurales, c'est juste pas possible. Donc il faut aussi pouvoir réfléchir à des solutions qui soient écologiques et qui répondent à cette urgence de transformation. Mais tout en prenant en compte les réalités des territoires qui sont très diverses et très pluriels et les réalités aussi de la population et des différences sociales, économiques et de condition de vie.

Corinne Naracigun : C'est une transition tout trouvée pour passer à la deuxième partie avec Yenaba. Comment est-ce qu'on répond aujourd'hui concrètement dans l'immédiat à cet enjeu de

protection des populations vulnérables, d'adaptation des services publics, évidemment en France, mais aussi parce que je sais que tu travailles beaucoup sur les questions internationales. Il y a aussi des inégalités territoriales au sein de notre pays. Mais évidemment aussi entre les pays.

Alors, comme je disais, quand on travaille sur ces questions -là, on sait très bien qu'il y a différents niveaux auquel on peut agir. Il y a effectivement le niveau municipal, lorsqu'on fait le choix d'avoir des éco-quartiers, quand on fait le choix, par exemple, de faire de la cantine en Régie, de travailler avec des agriculteurs locaux, de faire des circuits courts, mais aussi il y a de l'adaptation de bâtiments. On sait très bien qu'aujourd'hui nos crèches, nos écoles ne sont pas prêtes à accueillir nos enfants. Donc il faut aussi travailler sur des cours végétalisés, sur aussi des bromisateurs, retravailler aussi sur justement avoir des endroits où il y a quand même plus de végétation. Pour ce qui est de la partie plutôt état, il faut de la planification. La planification, l'honneur de la guerre, ce sont des budgets. C'est-à-dire qu'il faut se fixer des objectifs où on se dit où est-ce que je dépense l'argent public pour faire en sorte que ça puisse bénéficier à nos services publics et donc à notre obligation de faire en sorte que les Françaises et nos concitoyens et nos concitoyennes vivent mieux, où qu'ils soient et d'où qu'ils soient. Parce que c'est aussi ça le problème. C'est-à-dire que nous, on a fait le choix par exemple au Muro de faire un éco-quartier parce qu'on s'est dit, quand on a fait la rénovation urbaine, on s'est dit c'est bien de rénover, mais il faut que eux aussi aient droit à des matériaux de qualité, qu'on puisse faire aussi ce qu'on appelle des jardins partagés. Et en fait, on a vu que ce modèle -là fonctionne. C'est-à-dire que quand vous faites des jardins partagés, que vous travaillez sur vos matériaux pour que ce soit plus respirable et que ce ne soit plus des bouillards thermiques, les gens ont un vrai gain. Au niveau international, cette canicule, elle nous rappelle aussi que nous allons avoir le problème des réfugiés climatiques. Parce que nous allons avoir des mouvements de foule qui, il y a des gens, il va y avoir des endroits, on le sait, où ils ne pourront plus rester vivre sur place. Et donc, il va y avoir des mouvements migratoires, notamment d'abord d'ailleurs à l'intérieur des régions, puisque on oublie souvent de dire que les premières migrations, elles sont d'abord en Afrique, territorialement de région africaine, d'est en ouest. Ils ne vont pas forcément vers le nord. D'abord, ils vont d'est en ouest. Moi, je l'ai vu lorsque j'ai visité le camp, le camp de réfugiés qui étaient au Tchad. Les Soudanais, ils vont au Tchad. Ils ne vont pas ailleurs. D'abord, ils vont à côté de chez eux. Donc, c'est pour ça que travailler sur l'aide publique au développement, c'est-à-dire donner la possibilité à ces pays d'accueillir dignement et correctement ces réfugiés, ça fait aussi partie des combats que je mène. Et c'est pour ça que je ne comprends pas qu'on ait coupé très massivement nos budgets sur l'aide publique au développement, alors qu'on a voté à l'unanimité à l'Assemblée le fait de consacrer 0,7%. Je dis bien 0,7 % de notre PIB, à l'aide publique au développement. C'est de la santé, c'est de l'accès à l'eau, c'est aussi travailler sur les matériaux, etc., etc. Donc, penser notre transition écologique, c'est aussi la pensée au niveau international parce que cette solidarité va nous permettre à nous aussi de vivre mieux, parce qu'ils ont aussi des solutions. Moi, je sais que dans le village de mes parents, ça fait très longtemps qu'ils sont à plus de 37, 38, 40 degrés, ils ont des solutions naturelles pour préserver justement de la fraîcheur à des endroits où on n'a quasiment plus de végétation. Donc on a aussi des choses à apprendre, des techniques qui sont utilisées dans des endroits qui subissent déjà depuis plus longtemps un monde où on est à plus 4 degrés par rapport à ce que nous on vit aujourd'hui.

Corinne Naracigun : Alors, Tom Dubois, avec votre institut, vous faites de la prospective et donc vous êtes vraiment à la recherche de solutions innovantes qui sortent un peu des sentiers battus. Est-ce que vous pouvez nous donner un exemple déjà

? Oui, alors ce qu'on met au cœur de nos travaux, c'est surtout les aspirations des citoyens. On essaie de toujours faire des propositions qui répondent aux aspirations. Donc on a tout un dispositif pour connaître ces aspirations, le mieux possible, c'est jamais parfait. Et ensuite, une fois qu'on les

a identifiées, on essaie de proposer des solutions. Donc pour en donner quelques -unes, pour rebondir sur ce que vous venez de dire, une aspiration, c'est de pouvoir vivre là où on est. Globalement, les Français sont satisfaits de vivre là où ils sont, à une exception près, l'île de France, où c'est là où on a près de la moitié de la population qui dit vouloir quitter la région pour aller ailleurs. Pourquoi ? Parce que le cadre de vie n'est pas agréable, parce qu'il y a trop de stress, trop de pollution, etc., etc. Donc aujourd'hui, ça pose vraiment une question d'aménagement du territoire à l'échelle nationale pour se dire comment est-ce qu'on permet aux gens qui sont là où ils sont de pouvoir continuer à y vivre et ceux qui souhaitent quitter certaines régions de pouvoir la quitter alors qu'on attend à faire l'inverse, c'est-à-dire qu'on continue à concentrer toujours davantage les activités, notamment les parcs d'attractions internationaux en île de France alors que c'est seulement 2 % du territoire pour 30 % du PIB, 19 % de la population. C'est complètement déconnant. Autre aspiration, c'est pouvoir mieux maîtriser son rythme de vie. Donc quand on demande aux gens ce qu'ils souhaitent, comment est-ce qu'ils aimeraient vivre dans l'idéal, ils aimeraient pouvoir mieux maîtriser leur rythme de vie. Et alors là, on essaie de trouver des solutions. Ça peut être désynchroniser les rythmes de travail, par exemple. Ça, c'est une solution qui répond aussi aux périodes de canicule. Comment est-ce qu'on fait pour désynchroniser un petit peu les heures où on va au travail pour ne pas être aux heures les plus chaudes, etc. Mais aujourd'hui, on manque encore beaucoup de flexibilité à ce sujet-là. Pouvoir bien vivre en proximité, c'est aussi une aspiration très forte. Comment est-ce que je peux bien vivre en proximité, faire moins de kilomètres au quotidien ? Et donc là, pour vous donner un exemple, on a réfléchi à une solution qui est un peu originale, qu'on appelle le Mercato des Postes. Qu'est-ce que c'est ? C'est permettre à 2 salariés qui ont exactement le même emploi, à peu près le même salaire, d'échanger leur poste pour réduire leur déplacement domicile-travail. Le déplacement domicile-travail, c'est beaucoup de temps au quotidien. Et donc, on a fait une grande enquête quantitative sur une base de données de tous les salariés en France pour savoir quel était le potentiel d'une telle mesure qui paraît un peu folle comme ça. Et en fait, c'est 4 millions de Français qui pourraient échanger leur poste. Ils gagneraient 34 minutes de temps de déplacement par jour. Donc, ça répond aussi à l'aspiration à mieux maîtriser son rythme de vie. On gagne du temps libre d'une certaine manière. Et c'est 3 millions de tonnes de CO2 en moins chaque année qui seraient évitées. Et donc, tout simplement, on a moins de déplacements domicile-travail avec simplement de la réorganisation sans faire un grand déménagement des entreprises, un grand déménagement des habitants. Et une autre aspiration, c'est pouvoir aller loin quand on le souhaite ou être sûr de pouvoir rentrer chez soi quand on est parti quelque part. Et donc, qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire qu'il n'y a pas une aspiration à l'immobilité. Quand les gens disent pouvoir bien vivre en proximité, ça ne veut pas dire ne plus se déplacer, c'est pouvoir continuer à se déplacer, mais être sûr de pouvoir le faire de manière confortable en étant certain de pouvoir avoir une solution de mobilité quand on veut rentrer chez soi, etc. Donc, ça veut dire que les gens ne nous disent jamais on veut une voiture, on veut un avion. Mais ils nous disent on veut de l'offre, on veut de la fréquence, on veut que ce soit simple à utiliser, on veut que ce soit pas trop cher, on veut que ce soit sécurisé pour les modes actifs, etc. Et donc, du coup, tout ça, pour nous, ça dessine ce qu'on a appelé un système alternatif de mobilité. Donc, j'ai ramené deux petits livrets pour les plus chansons d'entre vous. Je vous le donne. Et il y a un QR code pour ceux qui ne pourront pas avoir les livrets à l'arrière. Et donc, l'idée, c'est de développer... Je ne vais pas vous présenter tout ce système, mais c'est développer quelque chose qui nous permettrait à tout le monde de se passer de voiture sur tous les territoires. Donc, c'est très, très ambitieux. On a dessiné ça sur 7 départements. On l'a chiffré pour voir 1, est-ce que ça fonctionne, 2, est-ce qu'on est capable de le financer. Et, aux surprises, ça coûterait 6 fois moins cher que uniquement le fonctionnement du système voiture aujourd'hui. Donc, on est tout à fait capable de financer un effort pareil et un système vraiment alternatif.

Corinne Naracigun : Maëlys, pour les jeunes, évidemment, la question de la planification

écologique, même de la bifurcation écologique aujourd'hui, elle est au coeur des préoccupations. Qu'est-ce qui mobilise plus concrètement dans les alternatives économiques et écologiques, bien sûr, qui seraient une rupture ? Parce que je crois que autant chez les générations comme la mienne et plus anciennes ont continué à penser en termes d'adaptation, autant chez les jeunes, il y a une soif de rupture avec un modèle qui aujourd'hui nous amène dans le mur.

Voilà, nous, aux jeunes socialistes, on est encore, pour certains, dans une volonté de rupture avec le capitalisme. Et certains se revendiquent encore anticapitalistes, mais c'est très bien. Et voilà, je pense que nous, on est aussi conscients des limites de systèmes -là et d'une volonté de rupture avec tout ce qui a conduit à ce qu'on en est aujourd'hui avec de la surconsommation, des riches toujours plus riches et des ressources qui sont de moins en moins présentes. Mais pour ce faire, il y a une bataille culturelle à gagner parce qu'on le voit. Là, on en parle beaucoup de la canicule parce qu'il fait chaud, que l'été vient de passer, que tout le monde a vu les incendies en Gironne et dans le Var et que tout le monde a subi, enfin, ou pas, mais pour la majorité des Françaises et des Français, on subit la canicule, donc les médias en parlent, les gens en parlent et ça mobilise. Mais on sait que dans quelques mois, il fera froid, il pleuvra et tout le monde aura déjà oublié ce qui s'est passé cet été. Donc je pense qu'il y a un vrai enjeu sur ça à faire en sorte que toutes les Françaises et tous les Français se sentent concernés qu'on lutte aussi contre la désinformation faite par les médias sur les questions de transformation écologique, avec des associations et des ONG qui travaillent sur ça, notamment Cota Clima, pour montrer à quel point il y a une désinformation de la part des médias et donc il y a tout un travail aussi à mener sur ça. Et nous, en étant jeunes socialistes, comme je le disais tout à l'heure, à mener auprès des jeunes, à aller voir les jeunes qui sont dans les associations, à aller voir les jeunes qu'on croise en manif, à en parler aussi autour de nous et à également apporter nos propositions sur les réseaux sociaux, dans les tractages, dans les actions de terrain, pour essayer de montrer qu'en fait, il y a une urgence climatique, il faut rompre totalement avec ce modèle et il faut se mobiliser et pas laisser faire les discours qui dirait qu'on a le temps, que la question, que les écologistes sont méchants parce qu'ils veulent interdire la clim et ce genre de débats aussi qu'on a pu voir cet été. Et après, nous, on est aux jeunes socialistes, donc on sait aussi à quel point, sur ces questions -là et comme sur toutes les autres, on connaît l'importance de l'engagement politique et l'importance de l'engagement associatif, l'importance de l'engagement syndical et aussi, c'est par ces moyens d'engagement dans la vie citoyenne, dans la vie associative qu'on peut faire changer les choses et donc, c'est à nous aussi, jeunes socialistes, d'aller chercher davantage de jeunes pour qu'ils s'engagent, pour qu'ils prennent part aux décisions, qu'ils s'emparent de toutes les sphères de pouvoir et que demain, on puisse améliorer et changer tout ça, quoi.

Corinne Naracigun : Voilà, on va aller voir la concurrence. De la musique à côté. Est-ce que vous avez des questions sur ces questions, sur le sujet des solutions aujourd'hui où clairement, on a besoin de penser autrement, de sortir...

Je crois que tu vas perdre le combat.

Corinne Naracigun : On a besoin clairement de sortir de la logique ou des débats où on est les auto-demeudistes contre les cyclistes, on est dans les solutions pour les villes contre les solutions pour la campagne, comme s'il y avait des bagarres à avoir et que le but, c'est pas de trouver justement les convergences et les adaptations par rapport à chaque type de population, chaque besoin, chaque territoire. Est-ce que... Vous avez une question plus précise à poser à nos intervenants sur ce sujet -là ?

Sinon, on va vous renvoyer en fait à l'excellent projet socialiste qui a été dirigé par ma copine

parlementaire que j'ai aperçue, Chloé Riddel, à qui je fais les gros bisous. Voilà. On a tout un volet justement de solutions que nous proposons grâce au projet socialiste qui a été nourri par les jeunes socialistes, par les parlementaires, mais aussi par les associations. On a aussi, par exemple, moi, je discute beaucoup avec Banlieu Climat, qui fait un travail vraiment très important pour que justement tous ces jeunes qui habitent dans les QPV puissent être eux acteurs justement de cette transition. écologie, qui font justement avec les mamans, qui sont les meilleurs, justement pour faire des économies d'énergie, etc. Et je crois que c'est ça aussi qu'il faut qu'on fasse, qu'on soit en capacité d'aller voir celles et ceux qui ont envie, effectivement, partir de leurs ambitions et d'essayer de les transformer, parce que c'est ça, faire de la politique, c'est partir des ambitions et des besoins de nos concitoyens et de nos concitoyennes et d'être en capacité de leur dire OK, c'est bien, ce que tu as envie de faire, et bien nous, on a une solution qui passe par une institution, qui passe par la ville, qui passe par l'Etat, pour te permettre de vivre mieux et justement d'être en phase avec ce à quoi tu aspires finalement.

Corinne Naracigun : Et moi, peut-être, et à la fois en même temps, pour rebondir sur la question qu'Ami avait tout à l'heure, Tom Dubois, c'est très intéressant, le travail que vous faites, parce que c'est une façon complètement différente de ce dont on a l'habitude, d'approcher ce sujet-là. Et donc de ne pas se focaliser finalement d'abord sur les solutions et ensuite d'essayer, parce qu'on a imaginé solutions, de les faire rentrer. Donc on invente des solutions avant d'avoir compris la question finalement, le problème. Et donc, comment est-ce que vous, vous voyez par rapport à peut-être les travers qu'on peut avoir, nous, les politiques, pour aborder ce sujet-là ? Comment est-ce qu'on fait pour... porter mieux, y compris politiquement, cette perspective que vous avez, qui est d'abord de comprendre comment est-ce qu'on doit repenser, accepter de repenser nos modes de vie sans chambouler, enfin pas pour chambouler la vie des gens, mais en répondant à leurs besoins, à leurs attentes, mais en disant, voilà, pour mieux répondre à vos besoins, à vos attentes, à vos aspirations, il faut changer les modes de vie, il faut changer l'aménagement du territoire, il faut changer la structuration économique. Et donc, mais parce que c'est pour accomplir quelque chose que vous voulez, c'est plus facile d'entraîner les gens. Mais ça, chez les politiques, c'est pas toujours facile à comprendre. Nous, on

était un institut de recherche, à la base. Donc, on finançait, on dirigeait des recherches, on faisait connaître les résultats, et globalement, c'était assez dramatique. Et les gens nous disaient, mais vous faites pas de propositions. C'est pas possible, c'est déprimant. Donc, on se dit, comment est-ce qu'on pourrait se réformer et essayer de faire des propositions sans le faire comme le font beaucoup de SimTank et avoir quelque chose de différent ? Et en fait, on a été extrêmement marqués par la crise des Gilets jaunes, où la taxe carbone était validée par tous les experts, de droite ou de gauche, en disant, c'est la bonne solution, et on va redistribuer largement, c'est ce qu'on disait plutôt à gauche. Et en fait, ça n'est pas passé. Et donc, nous, ce qu'on s'est dit, c'est, il faut écouter ce que veulent les gens, et à partir de ces aspirations, faire des propositions. Donc nous, on a essayé de s'organiser pour le faire, à notre petite échelle. Disons que ce qu'on fait ressemble un petit peu à la Convention citoyenne pour le climat, sauf qu'à la différence de la Convention citoyenne pour le climat, où on a donné l'objectif aux citoyens, on leur a demandé de faire les propositions, nous, on fait pas ça, on dit, OK, on va travailler sur une thématique en lien avec la mobilité, la mobilité liée au temps libre, la mobilité liée au travail. Dans l'idéal, si vous aviez une baguette magique, comment est-ce que vous aimeriez vivre ? Et là, les gens nous disent des choses qui sont complètement nouvelles. Donc mieux maîtriser mon rythme de vie, être sûr de pouvoir rentrer chez moi quand je pars quelque part, et puis du tout, pouvoir se garer moins cher, avoir des véhicules moins chers, etc., etc. Ça change complètement la perspective et ça nous permet de faire des propositions qui sont vraiment alternatives. Et l'idée, c'est pas de pas chambouler les modes de vie, c'est au contraire de les chambouler, si c'est ce que les gens souhaitent, mais les chambouler en

allant dans le sens de ce qu'ils veulent. Et là, tout d'un coup, pour nous, la transition devient possible.

Corinne Naracigun : Je pense que c'est un très bon mot de conclusion, ce que vous en pensez. Exactement. Merci beaucoup.